
Niveau de sécurisation des produits et services de la sante de reproduction au Bénin

Rémy HOUNGUEVOU¹, remirea2003@yahoo.fr

1. Description du titre

Dans les pays en voie de développement et particulièrement au Bénin, les données actuelles sur la santé de reproduction et la planification familiale proviennent essentiellement des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDSB) dont la plus récente est celle de 2011-2012. Les différentes éditions ont permis, d'une part, de mettre en exergue les problèmes importants en matière de santé de la reproduction et de la planification familiale et, d'autre part, d'évaluer l'impact des politiques et programmes mis en place par le gouvernement dans ces différents domaines.

Cette étude se propose d'analyser la qualité du dispositif sécuritaire des établissements de santé au Bénin pour la santé reproductive et la planification familiale. De façon spécifique, il s'agira de :

- apprécier la disponibilité des produits de santé reproductive ;
- évaluer la chaîne d'approvisionnement (y compris la chaîne du froid), la formation et la supervision du personnel, l'existence de directives et de protocoles, le recours aux technologies de l'information et de la communication, la méthode de gestion des déchets utilisée et le coût pour les utilisateurs ;
- recueillir les perceptions des clients sur les services de planification familiale et de santé de la reproduction.

2. Cadre théorique

L'étude sur la sécurisation des produits et des services de la santé reproductive est indispensable pour disposer des éléments explicatifs de la situation des indicateurs obtenus à partir d'autres enquêtes. De plus, dans un pays en développement comme le Bénin à forte population rurale (58%), où les besoins en santé de la reproduction sont élevés et les politiques de planification familiale favorables au ralentissement de la croissance démographique, il convient d'accorder toute l'attention requise aux établissements de santé et aux services qu'ils assurent en matière de santé maternelle et de planification familiale. Ces points de prestation de services constituent un maillon important dont dépend la qualité du programme (GPRHCS).

En matière de santé de la reproduction, les résultats montrent que depuis 2001, il n'y a pas de changement notable dans le suivi prénatal, la proportion de femmes ayant reçu des soins prénatals étant passé de 87% en 2001 à 88% en 2006 et à 86% en 2011-2012. Seulement 51% des femmes ont reçu des soins postnatals dans les 48 heures qui suivent la naissance en 2011-2012, conformément aux recommandations. En revanche, dans 6 % des cas, l'examen a eu

¹ Rémy HOUNGUEVOU est Démographe-Statisticien, Chef du service Etat et Perspective de la Population à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) du Bénin.

lieu assez tard. En ce qui concerne l'utilisation des services de planification familiale, les indicateurs disponibles sont très faibles. Par ailleurs, environ 33% de femmes en union ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale.

Si ces résultats fournis par l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) présentent un état des lieux du niveau d'accessibilité aux services de santé de la reproduction et de la planification familiale au Bénin, les informations qui y sont collectées ne permettent pas d'appréhender, d'une part les principaux déterminants du faible niveau d'utilisation des produits et des services de planification familiale enregistré, et d'autre part le degré de respect des normes prescrites par l'OMS en matière de santé maternelle.

De ce fait, il est nécessaire d'accorder toute l'attention requise aux établissements de santé et aux services qu'ils assurent en matière de santé maternelle et de planification familiale. Ces établissements/points de prestation de services constituent un maillon important du dispositif sécuritaire dont dépend la qualité du programme GPRHCS.

3. Données et méthodes de recherches

Cette étude sera réalisée à partir de la base de données de l'enquête sur la sécurisation des produits de la PF réalisée au Bénin en 2014 par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) en collaboration avec le Ministère de la Santé (MS).

La base de sondage de cette enquête a été constituée à partir des données du recensement des établissements de soins publics et des formations sanitaires privées, réalisé par le Ministère de la santé en 2013. L'enquête a porté sur un échantillon de 157 Points de Prestations de Service (PPS). La collecte des données s'est déroulée avec le Computer Assistant Personal Interview (CAPI).

Cette étude prévoit une approche descriptive et une explicative. Cependant, compte tenu des besoins du résumé long de 4 pages, nous avons présenté les résultats saillants par rapport à l'approche descriptive.

4. Principaux résultats

4.1. Disponibilité des produits et des services

La plupart des PPS offrent les services de PF et ceux liés au VIH/Sida et tous assurent les services des soins de santé maternelle dont les services d'accouchement. Les méthodes contraceptives offertes sont par ordre d'importance les contraceptifs injectables, les contraceptifs oraux, les préservatifs masculins, les DIU, le collier du cycle, les préservatifs féminins, la contraception d'urgence, les implants, la stérilisation féminine et la stérilisation masculine. Rappelons que la stérilisation féminine et la stérilisation masculine ne sont offertes que par les PPS du tertiaire qui sont autorisées.

On note que, 90,2% des PPS du niveau primaire proposent au moins trois moyens de contraception moderne contre les PPS du niveau secondaire et tertiaire (respectivement 73,5% et 85,7%) qui disposent au moins cinq moyens de contraception modernes. L'absence d'offre

des méthodes contraceptives dans certains PPS, tels que les préservatifs masculins, les préservatifs féminins, les contraceptifs oraux, les contraceptifs d'urgence, les stérilets ainsi que la stérilisation féminine dans les PPS qui en ont l'autorisation est principalement due à l'absence de la demande par les clients.

La disponibilité des médicaments de la santé maternelle et reproductive selon les normes est effective dans 50% des PPS visités, sauf deux médicaments à savoir Hydralazine (11,3%) et Mifépristone/Mésabon (9,3%) qui ne sont pas disponibles suivis de Benzylpénicilline/Extencilline (31,3%) et Nifédipine/Nifélat (44,7%) qui sont rares.

L'analyse du profil du responsable chargé des commandes et réapprovisionnements en fournitures médicales dans les PPS révèle que le principal responsable est un "infirmier/infirmière" (50,7%), suivis de la "sage-femme" (13,3%) et du "médecin" (10,7%). La "formule de calcul de quantité" quantité est utilisée par 88,0% des PPS tous niveaux confondus.

Globalement, les fréquences des réapprovisionnements en fournitures médicales des PPS sont très variables : 20,0% des PPS se réapprovisionnent deux fois par mois, 45,3% d'entre eux le font une fois par mois, 30,0% une fois par trimestre et 4,7% une fois par semestre.

L'analyse de l'utilisation des formulaires logistiques pour enregistrer et commander les fournitures médicales fait ressortir que 93,3% des PPS en utilisent. Dans plus de trois PPS sur quatre (76,0%), le délai entre la commande et la livraison est estimé à moins de deux semaines.

4.2. Perception des clientes sur les services de PF à leur sortie des PPS

La méthode contraceptive adoptée par les clientes le jour de l'enquête montre que les implants sont les plus demandés, ils sont suivis respectivement des injectables, du DIU, des contraceptifs oraux.

Les clientes sont majoritairement satisfaites aussi bien des aspects techniques des services de planification familiale, des aspects organisationnels et relationnels que des résultats de l'offre de service aux clientes.

Plus de la moitié des clientes déclarent avoir payé les services de PF. En termes de coût, les consultations en PF reviennent deux fois plus chères dans les ONG que chez le privé et le public. Le coût des produits contraceptifs ne dépasse pas en moyenne 1 000 F.CFA, la carte de soins de PF coûte environ 100 F.CFA alors que les services de consultation coûtent 898 F.CFA et les examens de laboratoire et de radiologie reviennent en moyenne à 1677 F.CFA.